

Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Stéphanie JANNIN.

ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement Ville - SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°13 - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'Est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand), couvrant les secteurs au Nord et au Sud du parc public Parc Marianne (devenu Georges Charpak) et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « *Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts* » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au Nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'Ouest, la

future avenue Joan Miró à l'Est et le parc Georges Charpak au Sud, et désigné sous l'appellation « *ZAC Port Marianne-Parc Marianne* ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer, le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du Code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé alors « *Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier* ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur étaient les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Georges Charpak (capacité d'environ 100 000 m² de Surface Hors Œuvre Nette (SHON) – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au Sud du parc (capacité d'environ 80 000 m² de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9 (devenue A709), dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m² de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au Sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'Est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future avenue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1^{er} degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A709, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future avenue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « *Port Marianne – Parc Marianne* ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au Sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m² de SHON majoritairement de logements ;
- un secteur d'environ 5 ha à vocation essentiellement d'activités (programme d'environ 30 000 m² SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A709 ;
- au Nord-Est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m² SHON de logements.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « *Sécurité et Protection de la Santé* » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à

confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de l'extension de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne (aujourd'hui « *parc Georges Charpak* »), la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de l'avenue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et avenue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € HT la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'Agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3^e ligne de tramway) et de recalculer dans le temps l'échéancier de versement de cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « *éco-quartier* ».

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la concession d'aménagement en vue de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, par l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite Nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur les moyen et long termes, la Ville a donc confié à la SERM sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha),
- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.

La superficie globale de la concession est à présent d'environ 44 hectares.

Par délibération du 1^{er} octobre 2012, le Conseil municipal a approuvé une seconde modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, principalement afin d'intégrer à ce programme la réalisation du groupe scolaire Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la concession (10%).

Par une délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, une convention d'avance de trésorerie (article L.1523-2,4° du Code général des collectivités territoriales) entre la Ville de Montpellier et la SERM a été approuvée, puis signée le 24 juin 2013. Par délibération du 6 novembre 2014, afin de répondre au nouveau

plan de trésorerie, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 à cette convention d'avance de trésorerie, permettant d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 à la concession d'aménagement, en vue de modifier l'échéancier prévisionnel de versement des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l'opération, compte-tenu du calendrier de réalisation des infrastructures primaires projetées dans le cadre de cette opération.

La ZAC Port Marianne – Parc Marianne a été choisie en 2013 pour être labellisée « *Eco-quartier* » dans le cadre d'une démarche nationale, labellisation confirmée en décembre 2015. En 2014, cette opération a également été lauréate des Victoires du Paysage.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2016, prévoyant un réajustement de la participation de la Ville à un montant total de 37 160 341 € pour la réalisation d'équipements publics primaires et permettant de recaler dans le temps l'échéancier prévisionnel de versement correspondant.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement ayant pour objet d'acter une diminution de la participation de la Ville pour la réalisation d'équipements publics primaires de l'ordre de 2 220 000 € TTC résultant d'économies substantielles sur la réalisation de certains espaces publics. Ce même avenant n°9 prévoyait par ailleurs d'intégrer une rémunération forfaitaire complémentaire pour les missions de suivi et de gestion des demandes d'implantations commerciales de la SERM, et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement afin de modifier l'échéancier de versement de la participation d'équilibre due par la Ville sur les exercices 2017, 2018 et 2019. Ce même avenant intègre par ailleurs une augmentation de la participation d'équilibre de la collectivité de 720 000 € TTC afin de permettre la réalisation d'un nouveau carrefour sur l'avenue Raymond Dugrand permettant d'optimiser le maillage viaire de l'ensemble du secteur.

Un dialogue compétitif a été engagé en 2017 pour la désignation d'un architecte urbaniste coordonnateur sur le secteur de la Baume, sur lequel est envisagée une opération d'aménagement sous forme de ZAC, restant à créer. L'équipe MUTABILIS / SOUL / BETEM a été retenue en 2018. Un programme prévisionnel pour la ZAC de la Baume a été ébauché, avec 100 000 m² SDP au total, dont 20 000 m² de surfaces tertiaires et 80 000 m² de surfaces de logements.

En 2017 ont également été lancées les études d'urbanisation du secteur Mas Combelle situé au sein de la concession et dont les équipements publics induits seront financés dans le cadre de Projets Urbains Partenariaux (PUP).

Ces études ont permis de préciser les programmes respectifs et d'intégrer ces deux opérations au bilan financier global de la concession.

Par délibération n°V2018-376 du 25 octobre 2018, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement portant sur l'extension des missions opérationnelles du concessionnaire sur le secteur Nord de la Baume, augmentant la superficie totale de la concession à 51 ha environ, l'extension du périmètre du secteur de la Baume à l'avenue Raymond Dugrand (section Nord), à la place Christophe Colomb, et partiellement à la copropriété Saint Michel (parcelle DS 461p), l'évolution des missions de l'aménageur permettant d'établir des PUP ou tout autre financement alternatif des équipements publics sur les secteurs de la concession non couverts par une ZAC, l'intégration d'une rémunération complémentaire pour le montage du dossier de financement des équipements publics nécessaires au secteur du Mas Combelle, ainsi que la modification de l'échéancier de versement du montant de participation de la Ville, en baisse de 291 000 € HT.

Le Conseil municipal a également approuvé par cette même délibération les termes d'un avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie du 24 juin 2013, portant sur le prolongement des avances annuelles de trésorerie pour les années 2021 et 2022.

Le montage du dossier de financement des équipements publics nécessaires au secteur du Mas Combelle a depuis abouti à l'approbation par le Conseil de Métropole en date du 22 mars 2019 (délibération n°M2019-101) et par le Conseil municipal en date du 27 mars 2019 (délibération n°V2019-77) des termes d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de

Montpellier, signée le 21 mai 2019. Par délibération n°M2019-486 en date du 30 septembre 2019, le Conseil de Métropole a, notamment, instauré un périmètre de conventions de PUP sur le secteur Mas Combelle.

En 2019, les études relatives à la mise en œuvre du sous-secteur 2 de la ZAC Parc Marianne, et du secteur Mas Combelle, ainsi que celles relatives au projet de ZAC de la Baume se sont poursuivies. Des travaux paysagers et hydrauliques ont été réalisés dans le parc Georges Charpak et ses abords (plantations, extension du bassin d'expansion, déversoir, passerelles Nord et Sud). La construction du lot 26 a également débuté. Le carrefour Nina Simone/Joan Miro/Mas Rouge a été amélioré, tout comme celui de la place Pablo Picasso.

Par délibération n° V2019-459 du 21 novembre 2019, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n° 12 à la concession d'aménagement portant sur l'intégration de l'évolution du programme global de l'opération, soit :

- sur la ZAC Port Marianne – Parc Marianne et son extension : 220 000 m² SDP sur 27 hectares, dont environ 2 800 logements et 30 000 m² de surfaces tertiaires et équipements publics ;
- sur la future ZAC de la Baume : 100 000 m² SDP sur 9 hectares pour environ 1 300 logements et 20 000 m² de surfaces tertiaires ;
- sur le secteur Mas Combelle : 250 logements environ sur 0,7 hectare.

Les aménagements des voiries primaires Raymond Dugrand, Joan Miro, Nina Simone et d'un secteur de 3 hectares situé au Sud de Mondial 98 et à l'Est de l'avenue Joan Miro, destiné à recevoir des équipements scolaires, des logements et des activités sont également inclus dans ce programme.

Par ailleurs, l'avenant n° 12 a également permis d'intégrer dans les missions de l'aménageur, à la demande du concédant, la mise en place d'une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement, équilibrée en dépenses et en recettes. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur :

- la mise en place d'un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés pour améliorer le quotidien des usagers (visiophonie/ contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail est réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur.
- la création d'une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés...), permettant de créer un véritable portail numérique de quartier.

Les conditions de réalisation de cette nouvelle mission ont été approfondies depuis et font l'objet d'une proposition d'avenant n° 13 à la concession d'aménagement, intégrant la rémunération forfaitaire de l'aménageur pour cette mission, d'un montant de 4 720 € HT par an, relative au développement et à la mise en œuvre de la plateforme SERM CITE sur la période de 2020 à 2025.

La proposition d'avenant n° 13 porte également sur l'intégration à la concession d'aménagement de la modification du montant de la participation d'équilibre du concédant à l'opération (+ 3 835 000 € HT), pour les motifs tel que précisé ci-après.

Au 31 décembre 2019, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 92 562 000 € HT pour un montant de recettes constaté de 88 820 000 € HT.

Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 144 673 000 € HT, en augmentation de 4 293 000 € HT par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'intégration du bilan du PUP Mas Combelle tel que délibéré par Montpellier Méditerranée Métropole le 30 septembre 2019, de l'intégration du complément de participation de la Ville de Montpellier (735 000 € HT) en application du Programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche, et de l'intégration des recettes et dépenses (+ 3 100 000 € HT) affectées à la réalisation des infrastructures et espaces publics autour du collège de Port Marianne, dont la mise en service est annoncée à la rentrée 2022.

La participation d'équilibre de la Ville s'établit désormais à 39 454 000 € HT, en augmentation de 3 835 000 € HT par rapport à l'exercice précédent, afin d'intégrer, d'une part, le complément de participation de la Ville de Montpellier (735 000 € HT) en application du Programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche (un fonds de concours de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche d'un montant équivalent est prévu d'être versé à la Ville de Montpellier en 2022), et d'autre part, d'intégrer la participation de la Ville affectée à la réalisation des infrastructures et espaces publics autour du collège de Port Marianne (3 100 000 € HT lissés sur les années 2021 à 2025).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 concernant la concession

d'aménagement ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;

- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2019 ;
- de prendre acte du document établi par la SERM, identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°13 à la concession d'aménagement permettant d'intégrer une augmentation de 3 835 000 € HT du montant de la participation d'équilibre du concédant à cette opération, et d'approuver le montant de la rémunération de l'aménageur (4 720 € HT par an) pour la mise en place et le développement de la plateforme SERM CITE, dans le cadre de la ville connectée, sur la période de 2020 à 2025 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 17 février 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Texte CRAC 2019
- Bilan 2019 synthétique
- Bilan acquisitions 2019
- Avenant n° 13

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210208-154225-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/21
Réception en Préfecture : 17/02/21

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.